

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 21/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **COM. COMMUNES DU PILAT RHODANIEN**

9 rue des Prairies  
42410 Pélussin

Références : UiD4243-DSSP-023-0463  
Code AIOT : 0010500042

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement COM. COMMUNES DU PILAT RHODANIEN implanté Décharge Le Petit Embuent 42410 Pélussin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COM. COMMUNES DU PILAT RHODANIEN
- Décharge Le Petit Embuent - 42410 Pélussin
- Code AIOT : 0010500042
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

La communauté de communes du Pilat Rhodanien est en charge de la gestion des déchetteries sur son territoire. Sur la commune de Pélussin, la déchetterie est exploitée au sens technique du terme par l'entreprise DELAUZIN. Cette dernière exploite également pour la collectivité la plateforme de broyage de déchets végétaux située en contrebas de la déchetterie.

Un quai de transfert des ordures ménagères résiduelles est également présent sur le site. Celui-ci est exploité par la société COVED pour le compte de la collectivité.

Ces 3 installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 27/03/2003 modifié par les arrêtés du 18/10/2011 et du 23/04/2014 actualisant le tableau de classement.

En outre, l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 06/06/2018 est applicable à l'installation de broyage de déchets végétaux.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative,
- traçabilité des déchets,
- eau,
- risque incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Le tableau de classement des installations est à actualiser : l'activité de broyage de déchets végétaux relève de la rubrique 2794 et plus de la rubrique 2791, sous le régime de l'enregistrement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Bassin de rétention/régulation des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 6.6	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 6.9	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Autosurveillance des rejets aqueux (2) - plateforme de broyage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative	Code de l'environnement du 21/11/2023, article nomenclature ICPE	Sans objet
2	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021	Sans objet
3	Traçabilité des déchets (2)	Code de l'environnement du 21/11/2023, article R541-45	Sans objet
4	Procédure d'admission des déchets - transit OM et déchetterie	Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 4.5 et 4.6	Sans objet
5	Procédure d'admission des déchets - plateforme de broyage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Sans objet
6	Collecte des eaux	Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 6.3	Sans objet
7	Pré-traitement des eaux collectées	Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 6.4	Sans objet
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 5.2	Sans objet
12	Implantation - Aménagement	Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 3.1 et 3.4	Sans objet
13	Rétention des aires	Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 3.11	Sans objet
14	Prévention des odeurs	Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 7.3 ; 8.5 et 8.6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont propres et bien tenues.

La traçabilité des déchets est à améliorer en intégrant dans les registres déchets l'ensemble des informations requises et fixées dans l'arrêté du 31/05/2021 relatif au contenu des registres déchets.

L'autosurveillance des rejets aqueux est à réaliser tous les ans pour la plateforme de broyage de déchets végétaux, et tous les 3 ans pour la déchetterie et le quai de transfert des ordures ménagères.

La collecte des eaux pluviales de la plateforme de broyage des déchets végétaux est défaillante : les grilles avaloirs et canalisations doivent être débouchées pour permettre leur évacuation dans le bassin de rétention prévu à cet effet.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 21/11/2023, article nomenclature ICPE			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, classement rubriques			
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site est actuellement classé pour les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :			
Rubriques	Nature des activités	Volumes d'activité	A,D,NC
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782 la quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	100 t/jour	A
2710-1-a)	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. 1. Collecte de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t	8,1 t	A
2710-2-c)	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. 2. Collecte de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : c) Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup>	262 m <sup>3</sup>	D
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup>	320 m <sup>3</sup>	D
Suite à la modification de la nomenclature, le site relève actuellement des rubriques : * 2794. Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 30 t/j (E) 2. Supérieure ou égale à 5 t/j mais inférieure à 30 t/j (D)  * 2710. Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t (A - 1) b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t (DC) 2. Collecte de déchets non dangereux :			

Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :

- a) Supérieur ou égal à 300 m<sup>3</sup> (E)
- b) Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> et inférieur à 300 m<sup>3</sup> (DC)

\* 2716. Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes

Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :

- 1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> ; (E)
- 2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup> (DC)

**Constats :**

3 activités sont exercées sur le site :

- déchetterie,
- transit des ordures ménagères résiduelles,
- broyage des déchets végétaux.

Les activités sont exercées sur des aires dédiées et séparées. La déchetterie et la plateforme de broyage des déchets végétaux sont exploitées par l'entreprise DELAUZUN et le transit des ordures ménagères par la société COVED, par délégation de service public (l'exploitant administratif étant la Communauté de Communes du Pilat Rhodanien).

\* Sur la déchetterie, les déchets susceptibles d'être présents sont les suivants :

=> pour les déchets non dangereux :

- 6 bennes de 30 m<sup>3</sup> (métaux, encombrants, déchets verts, bois)
  - 1 benne de 10 m<sup>3</sup> de gravats
  - 1 benne/compacteur de 20 m<sup>3</sup> (cartons)
  - 1 benne de 30 m<sup>3</sup> pour les pneus filière REP (Aliapur)
- soit 240 m<sup>3</sup> de déchets non dangereux.

On note la présence de quelques contenant ou espaces dédiés aux filières REP articles de sport et loisirs, jardinage, jeux/jouets. La quantité de déchets est faible.

=> pour les déchets dangereux :

- 3 caissons dédiés aux déchets dangereux : 1 caisson pour les bidons vides souillés, 2 pour les autres déchets dangereux ménagers (phytosanitaires, peintures...) ; ces déchets sont évacués toutes les semaines en totalité ce qui représente environ 2 tonnes ;
- 1 caisson dédié aux DEEE selon 4 flux : GEM froid / hors froid ; PAM en mélange ; Ecrans. La distinction entre déchets dangereux et non dangereux est difficilement réalisable, les quantités présentes peuvent être variables ;
- 1 cuve de 1 200 m<sup>3</sup> d'huile de vidange, 2 fûts de 200 l d'huile de friture soit environ 1,5 tonnes ;
- petits contenant pour les piles, cartouches d'encre, ampoules.

La quantité de déchets dangereux présente peut être estimée à moins de 7 tonnes.

Très ponctuellement (1 à 2 fois par an selon les besoins spécifiques), le site accueille des déchets amiantés : ces déchets sont évacués le jour même sur un site autorisé à les réceptionner.

Le site est néanmoins autorisé pour une quantité de déchets dangereux de 8,1 tonnes. Il est proposé de ne pas modifier ce classement.

\* Sur la plateforme de transit des ordures ménagères : seul 1 camion semi (90 m<sup>3</sup>) est présent. Les évacuations ont lieu 2 fois de par semaine : un camion de 90 m<sup>3</sup> vide vient remplacer le camion de 90 m<sup>3</sup> plein qui part.

Il y a 2 trémies d'alimentation, potentiellement, 2 camions pourraient être présents et réceptionner des déchets. La quantité de déchets peut donc être de 90 m<sup>3</sup> à 180 m<sup>3</sup>.

\* Pour le broyage de déchets végétaux :

Le broyage est réalisé par campagnes de 3 à 4 jours à une fréquence de 4 à 6 fois par an. La quantité broyée varie de 600 t à 1200 t/an ; soit environ 50 t/j.

Le site resterait donc sous le régime de l'autorisation pour la rubrique 2710-1-a.

Pour le broyage de déchets végétaux, c'est le régime de l'enregistrement qui est retenu. L'actualisation du tableau de classement devra être réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Contenu des registres entrées / sorties de déchets
<b>Constats :</b> Les registres ne sont pas disponibles sur le site. Ils sont tenus sur l'agence DELAUZUN d'Ampuis pour ce qui concerne la déchetterie et le broyage de déchets végétaux ; et sur l'agence COVED à Serrières pour la plateforme de transit des ordures ménagères. Le contenu des registres est à faire évoluer pour intégrer les informations requises par l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Traçabilité des déchets (2)

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 21/11/2023, article R541-45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Établissement des bordereaux de suivi de déchets dangereux dans Trackdéchets
<b>Constats :</b> Les bordereaux de suivi de déchets dangereux sont émis dans l'application Trackdéchets. Les bordereaux émis sur le mois de novembre 2023 ont été transmis à l'inspection. Il n'est pas constaté d'anomalie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Procédure d'admission des déchets - transit OM et déchetterie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 4.5 et 4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> 4.5. - Procédure d'admission des déchets dans la déchetterie Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des matériaux, objets ou produits acceptés, sont affichés visiblement à l'entrée de la déchetterie. Un dispositif permanent d'affichage et de signalisation informe le public sur les modalités de circulation et de dépôt.  4.5.1. – Apports des déchets ménagers spéciaux dans la déchetterie L'acceptation des déchets ménagers spéciaux est subordonnée à la mise en place d'une structure d'accueil capable d'assurer une bonne gestion de ces produits.  Tout apport de déchets ménagers spéciaux fait l'objet d'une surveillance particulière. A l'exclusion des huiles et des piles, ces déchets sont réceptionnés par le personnel habilité de la déchetterie qui est chargé de les ranger sur les aires ou dans les locaux spécifiques de stockage selon leur compatibilité et leur nature. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.  Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation.

Dans tous les cas, les locaux et aires de stockage des déchets ménagers spéciaux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles et de piles).

#### 4.5.2. - Apports des huiles de vidange :

Pour les huiles usées, une information notamment par affichage à côté du conteneur, attirera l'attention du public sur les risques et sur l'interdiction formelle de tout mélange avec d'autres huiles.

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients.

#### 4.5.3. - Apports des autres déchets :

Les déchets autres que les déchets ménagers spéciaux peuvent être déposés directement par le public dans des bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets.

#### 4.6. - Procédure d'admission des déchets dans la station de transit

Les déchets seront déversés dans les bennes fermées par l'intermédiaire de la trémie. L'exploitant maintiendra en permanence une benne vide à disposition. En aucun cas, des déchets ne pourront être stockés en dehors des bennes prévues à cet effet.

#### Constats :

L'affichage à l'entrée n'a pas été spécifiquement vérifié.

Concernant les déchets dangereux : les apporteurs n'ont pas libre accès aux conteneurs. Les déchets sont déposés dans un petit caisson mobile muni d'une rétention et abrité des eaux météoriques. Ils sont ensuite rangés dans les conteneurs selon leurs caractéristiques par le personnel de la déchetterie.

La cuve d'huile de vidange est bien identifiée par un affichage spécifique. Les récipients vides sont entreposés dans un conteneur dédié.

Au niveau de la station de transit des ordures ménagères : les déchets sont déversés par l'intermédiaire d'une trémie directement dans le camion semi. Celui-ci est entièrement abrité de la pluie.

Il n'y a pas de benne vide à disposition du fait de la proximité de la base d'exploitation COVED à Serrières. En tant que de besoin, un camion ou autre contenant peut rapidement être envoyé sur le site. L'exploitant indique que le stockage d'une benne vide limiterait les possibilités de manœuvre sur le site.



Réception des déchets dangereux



Transit des ordures ménagères

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : Procédure d'admission des déchets - plateforme de broyage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Admission et traitement des déchets végétaux  Les seuls déchets admis dans l'installation sont les déchets végétaux non dangereux, c'est-à-dire des déchets constitués de matière végétale non transformée (bois, écorce, liège, feuilles, etc.).  Une inspection visuelle est menée sur chaque chargement de déchets arrivant sur le site de l'installation. Les déchets non conformes aux déchets admissibles dans l'installation sont retournés au déposant ou envoyés vers une installation autorisée à les gérer.  Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.  L'exploitant recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé.  Une inspection visuelle est menée avant le broyage. Les déchets autres que végétaux présents accidentellement dans les déchets végétaux sont retirés avant broyage et traités avec les déchets similaires produits par l'installation.  II. Conditions d'entreposage  L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau de l'entreposage des déchets entrant ou après broyage. La hauteur maximale des tas de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres.  <b>Constats :</b> Les seuls déchets admis sont les déchets végétaux. Ils proviennent de la déchetterie mais il y a aussi des apports par les services techniques des 14 communes de la communauté de communes et de quelques professionnels des espaces verts sous convention avec la collectivité (ils disposent d'un badge d'accès au pont bascule). Les déchets stockés avant broyage sont entreposés sur une hauteur de moins de 3 mètres. Il n'y a pas de stockage des déchets broyés : ils sont évacués au fur et à mesure de l'opération de broyage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Collecte des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux superficielles
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.  Les sols de la station de transit, de la plate-forme de broyage des déchets verts et de la déchetterie seront imperméables et maintenus en parfait état d'entretien. Ils seront conçus et réalisés de manière à collecter l'ensemble des eaux de ruissellement.  Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, des points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques, ... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification



<p>notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur ou les égouts extérieurs à l'établissement.</p> <p>Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps.</p> <p><b>Constats :</b>  Le site est imperméabilisé et les eaux de ruissellement sont collectées. Le plan du réseau de collecte fait apparaître 2 points de rejets des eaux pluviales : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 pour la déchetterie et la plateforme de transit des ordures ménagères ;</li> <li>• 1 pour la plateforme de broyage des déchets végétaux.</li> </ul> Les eaux usées sanitaires sont traitées en assainissement non collectif.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

#### N° 7 : Pré-traitement des eaux collectées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux superficielles
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales de la station de transit et de la déchetterie subiront un pré-traitement par décanteur-déshuileur dimensionné pour traiter 45 l/s. Un by-pass permettra de rejeter les débits excédentaires en direction du milieu naturel.</p> <p>Elles seront rejetées par un fossé en direction du milieu naturel sans passer par les lagunes de la décharge dont elles pourraient perturber le fonctionnement.</p> <p>Ces équipements sont régulièrement entretenus au moins une fois par an.</p> <p><b>Constats :</b>  Les eaux de ruissellement de la déchetterie et de la plateforme de transit des ordures ménagères sont pré-traitées par un séparateur d'hydrocarbures. Son dimensionnement n'a pas été vérifié. Il fait l'objet d'un nettoyage annuel : le dernier a eu lieu le 01/12/2023. Le BSD a été remis à l'inspection.  Les eaux sont ensuite rejetées dans un fossé en aval de la plateforme de broyage de déchets végétaux.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Bassin de rétention/régulation des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux superficielles
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux de la plate-forme de broyage de déchets végétaux seront dirigées tout d'abord vers un bassin régulateur avant d'être ensuite rejetées dans les lagunes de la décharge. Ce bassin régulateur étanche aura une capacité de 30 m3. Le débit maximal de rejet sera limité à 5 l/s (18 m3/h) par l'intermédiaire d'un orifice calibré protégé des risques d'obstruction par une grille.</p> <p><b>Constats :</b>  Un bassin est présent au niveau de la plateforme de broyage de déchets végétaux. Les 2 regards de collecte en bordure de plateforme sont totalement obstrués et ne permettent pas d'acheminer les eaux dans le bassin.</p>

Ces 2 points doivent être dégagés et les canalisations curées pour permettre la collecte et l'acheminement des eaux dans le bassin. Le bassin doit également faire l'objet d'un nettoyage (attention aux membranes).

Le dimensionnement du bassin et du dispositif permettant le rejet à débit régulé en sortie de bassin n'ont pas été vérifiés.

D'après le plan du réseau, les eaux en sortie de bassin rejoignent les lagunes en aval de l'ancienne décharge communale.

Ces lagunes n'ont pas été vues. Une reconnaissance terrain par l'exploitant serait bienvenue.



Bassin de rétention

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 9 : Autosurveillance des rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 6.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, eaux superficielles

**Prescription contrôlée :**

Les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulations contraires de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents  
(tableau non reproduit)

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

**Constats :**

L'autosurveillance du rejet des eaux pluviales n'est pas réalisée.  
Elle doit être effectuée tous les 3 ans.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 10 : Autosurveillance des rejets aqueux (2) - plateforme de broyage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17

**Thème(s) :** Risques chroniques, eaux superficielles

**Prescription contrôlée :**

Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

. Matières en suspension totales	35 mg/l
. DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l
. Hydrocarbures totaux	10 mg/l
<b>Constats :</b> L'autosurveillance du rejet des eaux pluviales de la plateforme de broyage des déchets végétaux n'est pas réalisée. Elle doit être effectuée tous les ans.	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale	
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois	

#### N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 250 m2 de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt...)</li> <li>• d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,</li> <li>• d'extincteurs à poudre (ou équivalent) type 55 B près des installations de liquides et gaz inflammables,</li> <li>• d'au moins un poteau d'incendie normalisé (NFS 61.213 et 62.200) aux caractéristiques minimales suivantes : diamètre 100 mm, débit 17 l/s pendant 2 heures, pression 1bar.</li> <li>• de la lagune.</li> </ul> <p>L'installation sera équipée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances.</p> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b> Le site dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur la déchetterie : d'un RIA et de 4 extincteurs. Ils ont fait l'objet d'une vérification le 13/03/2023 ;</li> <li>- sur la plateforme de transit des ordures ménagères : d'un RIA et d'un extincteur, vérifié le 13/07/2023 ;</li> <li>- d'un poteau incendie normalisé situé en face de la plateforme de transit des ordures ménagères. La vérification du débit du poteau incendie a été réalisée par la SAUR en 2022 : il est de 110 m3/h.</li> </ul> <p>L'utilisation des lagunes de l'ancienne décharge comme moyen de lutte apparaît peu probable : outre les inconnues liées à la qualité des eaux, leur accessibilité n'est pas établie et elles apparaissent trop éloignées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Implantation - Aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 3.1 et 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets ménagers spéciaux peuvent être accueillis :</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• soit dans des locaux spécifiques conformes aux dispositions du paragraphe 3.4. suivant,</li> <li>• soit sur une aire spécifique interdite au public comportant un ou plusieurs casiers, bennes ou conteneurs distante d'au moins 6 mètres des limites de propriété.</li> </ul> <p>Si les déchets ménagers spéciaux sont accueillis dans des locaux spécifiques, ceux-ci doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• murs et planchers haut coupe-feu de degré 2 heures,</li> <li>• matériaux de classe MO (incombustibles),</li> <li>• porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure,</li> <li>• couverture incombustible.</li> <li>• Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Les déchets dangereux sont entreposés dans des conteneurs dédiés (type bungalow). L'exploitant dispose de la documentation technique pour chacun d'eux. Cette documentation indique qu'ils sont classés au feu M0 et CROOF (t3), classe T15. La résistance au feu est R15.</p> <p>Ces conteneurs ne peuvent pas être assimilés à un bâtiment. Aussi les dispositions de l'article 3.1 stipulent que les déchets dangereux peuvent être accueillis sur une aire spécifique interdite au public comportant un ou plusieurs casiers, bennes ou conteneurs distante d'au moins 6 mètres des limites de propriété.</p> <p>Les conteneurs ne sont pas accessibles au public (seuls les agents de la déchetterie y ont accès). La distance entre les conteneurs et la limite de propriété n'a pas été vérifiée sur place. Un calcul de distance sur photo aérienne donne une distance comprise entre 5 et 6 mètres. Cette distance ne tient pas compte du talus de plusieurs mètres de haut qui sépare la déchetterie de la route. La distance apparaît donc être respectée.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
--

#### N° 13 : Rétention des aires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 3.11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque pollution accidentelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité, traités conformément à l'article 6.11.</p> <p><b>Constats :</b> Les conteneurs dédiés à l'entreposage des déchets dangereux sont équipés d'une rétention étanche intégrée.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 14 : Prévention des odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2003, article 7.3 ; 8.5 et 8.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, nuisances olfactives
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets végétaux broyés seront évacués vers une plate-forme de compostage dans le délai de 24 heures après les opérations de broyage.</p>

#### 8.5. - Evacuation des déchets reçus par la station de transit

Les déchets reçus par la station de transit devront être évacués dans le délai de 24 heures après leur réception. Toutefois, les déchets réceptionnés le samedi pourront être évacués au cours du jour ouvrable le plus proche si la benne de transport n'est pas pleine ou si le centre de traitement est fermé.

#### 8.6. - Evacuation des déchets végétaux

La quantité maximale de stockage de déchets végétaux en attente de broyage est fixée à 1 200 m<sup>3</sup>. Leur mise en décharge est interdite.

#### **Constats :**

Les déchets végétaux broyés sont évacués au fur et à mesure de l'opération de broyage. Ils sont expédiés sur des installations agricoles, en co-compostage à la ferme ou pour une utilisation en paillage (agriculteurs sous convention tri-partite avec la collectivité et la chambre d'agriculture).

Le volume de déchets végétaux en attente de broyage apparaît être respecté compte-tenu de la surface de la plateforme et des modalités d'entreposage (hauteur < 3 mètres).

Les ordures ménagères sont évacuées 2 fois par semaine. La quantité de déchets collectés a fortement diminué depuis la mise en place d'une tarification incitative : elle est passée de 3 300 t/an à 2 000 t/an.

Une évacuation journalière n'apparaît plus adaptée.

Les évacuations ont lieu les mardis matin et vendredis matin. Il n'y a pas de réception de déchets les vendredis après-midi ; il n'y a pas de déchets sur l'installation le week-end.

L'exploitant n'a pas connaissance de plainte pour nuisances olfactives. Aucune plainte n'a été remontée à l'inspection des installations classées non plus.

**Type de suites proposées :** Sans suite